

De la montée en puissance des années 1990 aux
nouvelles contradictions des années 2010

**Brève histoire contemporaine des mouvements
sociaux en Amérique latine**

Par Christophe Ventura *

* Mémoire des luttes

Pour expliquer l'émergence et l'affirmation des gouvernements progressistes ¹ en Amérique latine depuis la première élection de Hugo Chávez à la présidence du Venezuela en 1998, il faut prendre la

¹ Les gouvernements pris en compte dans cet article sont l'Argentine (Néstor Kirchner - 2003/2007 - et Cristina Fernández de Kirchner - 2007/2011 - 2011/2015 -); la Bolivie (Evo Morales - 2005/2010 - 2010/2015 -); le Brésil (Luiz Inácio Lula da Silva - 2002/2006 - 2006/2010 - et Dilma Rousseff - 2010/2014 -) ; El Salvador (Mauricio Funes - 2009/2014 -); l'Équateur (Rafael Correa - 2006/2009 - 2009/2013 -) ; le Nicaragua (Daniel Ortega - 2006/2011 -2011/2016 -); le Paraguay (Fernando Lugo - 2008/2013 -); le Pérou (Ollanta Humala - 2011/2016 -) ; l'Uruguay (Tabaré Vazquez - 2005/2010 - et José Mujica - 2010/ 2015 -); le Venezuela (Hugo Chávez - 1998/2000 - 2000/2006 -2006/2012 -).

mesure du rôle joué par les mouvements sociaux dans cette région au cours des vingt dernières années.

Ces mouvements ont des histoires, des bases sociales et revendicatives et des ancrages dans les territoires ruraux ou urbains très différents. Ils sont néanmoins capables de se mobiliser collectivement autour d'objectifs communs, notamment lorsqu'un projet politique gouvernemental, supranational ou économique (stratégie d'une multinationale par exemple) menace les secteurs qu'ils représentent.

Il est possible d'identifier quelques familles structurantes au sein de cette nébuleuse d'organisations locales, régionales ou nationales dont l'histoire commune s'est forgée dans les résistances aux oligarchies et aux politiques néolibérales depuis une trentaine d'années : les mouvements indigènes (très actifs en particulier dans les pays andins) ; les mouvements et syndicats paysans (présents sur l'ensemble du sous-continent et dont le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre du Brésil (MST) est le plus emblématique et le plus puissant) ; les mouvements de femmes ; les syndicats ouvriers et de la fonction

publique ; les mouvements de jeunes et d'étudiants ; les associations environnementales.

Ces mouvements ont contribué de plusieurs manières à la vague de victoires qui a conduit l'Amérique latine à devenir la seule région du monde gouvernée majoritairement au centre gauche et à gauche depuis plus de dix ans. D'un côté par leurs puissantes mobilisations - parfois quasi insurrectionnelles comme en Argentine, en Bolivie ou en Equateur au début des années 2000 - contre les régimes politiques, les partis et les oligarchies économiques. D'un autre côté, par la formulation de revendications et de propositions pouvant inspirer ou définir les programmes des candidats progressistes. Et ce, en particulier dans le domaine de la refonte des règles de la vie démocratique. Enfin en leur fournissant des bases sociales organisées lors des campagnes électorales.

Dans certains cas, les mouvements sociaux ont impulsé la formation de partis ou y ont largement contribué : en Bolivie avec le *Movimiento al socialismo* (MAS), en Equateur où la création de la coalition *Alianza PAIS* a bénéficié d'un fort appui de mouvements indigènes engagés contre les gouvernements antérieurs, au Brésil

où ils ont participé à la fondation du Parti des travailleurs (PT).

Une dynamique progressiste

Tous les gouvernements progressistes latino-américains convergent aujourd'hui autour d'objectifs politiques et géopolitiques communs qui intègrent plusieurs préoccupations centrales des mouvements sociaux² : rejet du néolibéralisme ; refondation de la souveraineté populaire et nationale à travers des processus d'élections d'assemblées constituantes et/ou le développement de formes de démocratie participative ou d'implication populaire (des « révolutions citoyennes » dans la terminologie équatorienne) ; reconnaissance, dans ce cadre, des droits des peuples indigènes ; récupération des ressources naturelles et énergétiques (avec parfois des processus de nationalisations) ; mise en place de programmes sociaux d'envergure dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la lutte contre la pauvreté ;

² Pour une analyse des actions et perspectives de ces gouvernements en 2011, lire Bernard Cassen, « L'Amérique latine se consolide à gauche » (<http://www.medelu.org/Bernard-Cassen-l-Amerique-latine>)

émancipation des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, etc.) et des Etats-Unis ; développement de nouvelles formes d'intégration régionale inédites (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-traité de commerce des peuples -ALBA-TCP-, Union des nations sud-américaines -UNASUR-, Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes - CELAC -).

Il convient de signaler que ces objectifs ne s'accompagnent pas d'une remise en cause de l'économie de marché et s'inscrivent dans le cadre de l'intégration de la région sud-américaine dans l'économie capitaliste mondialisée.

Les récentes victoires de Ollanta Humala à l'élection présidentielle du Pérou (juin), de Cristina Fernández en Argentine le 23 octobre ou même de Daniel Ortega le 6 novembre (dont l'action fait néanmoins l'objet de débats au sein des mouvements sociaux) confirment la continuité de cette dynamique politique.

En 2012, c'est le Venezuela qui sera concerné par un scrutin présidentiel (7 octobre 2012). L'enjeu sera crucial pour l'avenir de la gauche latino-américaine

alors que Hugo Chávez est confronté aux suites d'un cancer.

1990 – 2005 : néolibéralisme et convergences des résistances

Les mouvements sociaux parmi les plus actifs et les plus emblématiques de la période actuelle ont forgé leur histoire dans les années de lutttes contre les dictatures³. Celles-ci ont dominé la région entre les années 1960 et la fin des années 1980, voire 1990 dans certains pays d'Amérique centrale comme le Guatemala.

En Amérique latine, les décennies 1980 et 1990 ont vu correspondre la fin du cycle des dictatures et des coups d'Etat avec l'imposition progressive (milieu des années 1980 et années 1990), puis systématique du néolibéralisme dans tous les pays par les classes politiques locales (conservatrices comme social-

³ C'est le cas, par exemple, du MST. La tradition des mouvements populaires en Amérique latine s'inscrit néanmoins dans une histoire longue. Sur cette question, lire, en espagnol, Mónica Bruckmann et Theotonio Dos Santos, « *Los movimientos sociales en America latina : un balance historico* » (<http://www.medelu.org/Los-movimientos-sociales-en>).

démocrates), le FMI et la Banque mondiale (plans d'ajustement structurel). La région s'est ainsi convertie en laboratoire du néolibéralisme mondial.

Ces programmes basés sur la libéralisation et la privatisation de tous les secteurs d'activité, la réduction de la sphère de l'Etat dans la société, l'ouverture des économies aux entreprises multinationales ont abouti, partout, à l'explosion de la pauvreté, des inégalités sociales, de la corruption des systèmes et des personnels politiques et à l'exclusion de pans entiers de la population de la citoyenneté (les communautés indigènes en particulier).

Ils ont produit une montée et une radicalisation des résistances sociales, puis des mouvements sociaux organisés et revendicatifs, mais aussi une dynamique de convergences et de coordination progressive de ces derniers à l'échelle d'un sous-continent façonné par un patrimoine historique, linguistique et culturel commun.

C'est à la faveur des commémorations officielles du « Cinquième centenaire de la rencontre de deux mondes » en 1992 que se mesure cette nouvelle

visibilité. En effet, ces festivités officielles promues par les gouvernements d'Amérique latine et d'Europe se voient contestées par une campagne continentale organisée par les mouvements sociaux. Cette dernière vise à célébrer, partout sur le continent et en même temps, « 500 ans de résistance Indigène, Noire, et populaire ». Ces mobilisations initiées par les organisations paysannes et indigènes andines et le MST ont permis de donner naissance, dans chaque pays et au niveau régional, à des coordinations pérennes Indigènes, Noires, paysannes, de femmes, de mouvements de jeunes, de syndicats, etc. Et ce, dans un contexte marqué par la chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'idéologie communiste et l'offensive généralisée du néolibéralisme.

Dès 1994, de nouvelles dynamiques se développent à partir des acquis des mobilisations de 1992. Parmi celles-ci, on peut signaler l'apparition du « *Grito de los excluidos* » (le « Cri des exclus, pour le travail, la justice et la vie »). Cette initiative prend la forme de l'une des premières coordinations continentales de « *réseaux de mouvements et d'organisations*

populaires présents dans divers pays d'Amérique latine et de la Caraïbe ».

Cette même année naît au Mexique le mouvement insurrectionnel zapatiste. Ce dernier se lève contre l'entrée en vigueur au Canada, aux Etats-Unis et au Mexique de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena).

Pour sa part, la Coordination latino-américaine des organisations rurales (CLOC)⁴ est fondée par 84 organisations issues de 18 pays et se lie au réseau international de *La Via Campesina*⁵.

On assiste enfin à d'imposantes marches des « *cocaleros* » (producteurs de feuille de coca) en Bolivie, des indigènes en Equateur, des paysans au

⁴ Pour en savoir plus : <http://www.movimientos.org/cloc/acercade.php?Seccion=Acerc>

⁵ Créée, elle, en 1993 en Belgique (<http://viacampesina.org/en/>). Ce réseau international promeut la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne. Il est constitué, selon ses promoteurs, « *de 150 organisations locales et nationales issues de 70 pays d'Afrique, Asie, d'Europe et des Amériques* » et représente « *200 millions de paysans* ». *La Via Campesina* est l'un des principaux acteurs des Forums sociaux mondiaux et des luttes altermondialistes.

Brésil, au Paraguay, au Guatemala pour la réforme agraire, etc.

Cette montée en puissance des mouvements sociaux franchit, à la fin des années 1990, une nouvelle étape avec le projet Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) – ALCA en espagnol – impulsé par les Etats-Unis.

S'appuyant sur l'existence de l'Alena, ces derniers imaginent en étendre la logique à l'ensemble des pays de l'hémisphère. C'est lors du Sommet des Amériques de Miami, toujours en 1994, que le calendrier des discussions entre les 34 pays concernés est arrêté. Il s'agit de constituer une nouvelle zone de libre-échange et de liberté commerciale totale en vue d'ouvrir un marché de 800 millions d'habitants. « *Promouvoir la prospérité par le biais de l'intégration économique et du libre-échange* » selon les termes de la déclaration finale.

Ce projet qui favorise les privatisations, les libéralisations, la réduction du rôle de l'Etat dans l'activité économique, l'exploitation des ressources

naturelles, etc. suscite immédiatement un fort rejet de la part des syndicats et des mouvements sociaux. Ces derniers s'organisent alors que les négociations sont prévues pour débiter en 1998.

En avril 1997 est ainsi créée l'Alliance sociale continentale (ASC) à Belo Horizonte (Brésil). Cette coordination va regrouper les mouvements sociaux de 35 pays des Amériques et de la Caraïbe pour lutter contre le projet de l'ALCA qui prétend soumettre aux dogmes néolibéraux les secteurs de l'agriculture, des services, des marchés publics, des investissements, de la propriété intellectuelle.

Entre 1998 et 2005, l'ASC va organiser trois « Sommets des peuples des Amériques » faisant face aux Sommets des Amériques des chefs d'Etat et de gouvernement ⁶. Chacun d'entre eux permet de mobiliser les mouvements sociaux, ONG, syndicats de tout le continent et d'élaborer, dans le cadre de

⁶ Santiago du Chili /Chili (1998), Québec/Canada (2001), Mar del Plata/Argentine (2005). L'ASC a depuis organisé d'autres événements d'envergure continentale en 2006 à Cochabamba (Bolivie), au Chili en 2007 et à Trinidad et Tobago en 2009 avec le 4^{ème} Sommet des peuples des Amériques (<http://www.asc-hsa.org/>).

l'adoption de « Déclarations », des propositions, des revendications et un agenda commun de mobilisations contre les politiques menées par les gouvernements latino-américains et les projets hégémoniques des Etats-Unis.

La combinaison de trois facteurs va permettre de faire capoter les négociations. Au début des années 2000, plusieurs victoires sociales et/ou politiques déterminantes sont obtenues dans des cadres nationaux⁷. Dans le même temps se met en place, à l'échelle régionale et internationale, un processus unique de convergences et de coordination des luttes sociales et politiques. Il s'agit du Forum social mondial dont la première édition a lieu à Porto Alegre au Brésil en 2001⁸. Enfin, les premiers gouvernements

⁷ Guerres de l'eau (2000) et du gaz (2003) en Bolivie suivies de l'élection de Evo Morales à la présidence du pays en 2005, élections de Hugo Chávez au Venezuela (1998/2000/2006), de Lula au Brésil (2002-2006), crise de la dette en Argentine (2001) débouchant sur l'élection de Néstor Kirchner en 2003.

⁸ Sur l'histoire de ce processus, de ses limites et de ses perspectives à l'heure de la crise systémique du capitalisme, lire Christophe Ventura, « *Ten years after the first World Social Forum of Porto Alegre - Global tensions and "altermondialisme" »* (<http://www.medelu.org/Global-tensions-and>). Article également publié en français dans la revue *ContreTemps* (numéro 11, 3ème trimestre - septembre 2011).

progressistes issus de l'ensemble de ces mobilisations populaires et revendicatives entrent en scène en Argentine, en Bolivie, au Brésil et au Venezuela.

L'accord est finalement mis en échec en 2005 à Mar del Plata en Argentine (4^{ème} Sommet des Amériques) lorsque Hugo Chávez et Evo Morales se lient aux mouvements sociaux, avec le soutien des pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), pour rejeter l'accord proposé par George W. Bush.

Parmi les coalitions d'organisations mobilisées par l'ASC, on peut citer : *Common Frontiers* (Canada), la *Red mexicana de accion frente al libre-comercio* (Mexique), la *Red colombiana de accion frente al libre-comercio* (Colombie), les coordinations indigènes d'Equateur (*Ecuarunari*), du Pérou (*Conacami*), des syndicats du Pérou (Confédération générale des travailleurs, Confédération national agraire), d'Argentine (Centrale des travailleurs), la CLOC, la Coordination andine des organisations indigènes (CAOI), le réseau *Jubilee South*, *Attac*, le *Grito de los excluidos*, etc.⁹

⁹ Pour une liste complète et un renvoi aux sites des organisations respectives : <http://www.asc-hsa.org/node/369>

A ces dernières s'ajoutent les acteurs clés des mouvements sociaux latino-américains : *La Via Campesina*, le MST, la Centrale unique des travailleurs (présente dans plusieurs pays), la Marches mondiale des femmes, les ONG environnementales, la Centrale ouvrière bolivienne (syndicat COB), etc.

Ces processus de coordination et d'articulation ont eux mêmes permis d'autres dynamiques internationales.

Le réseau bi-régional *Enlazando Alternativas* est ainsi créé en 2004. Il réunit les mouvements sociaux d'Amérique latine et d'Europe engagés contre le libre-échange (notamment pour ce qui concerne les relations entre l'Union européenne et les pays de l'Amérique latine¹⁰). On peut également citer le Forum social des Amériques qui s'est depuis tenu à quatre reprises.¹¹

2005-2011 : questions autour du modèle de développement et des relations mouvements/partis/Etats

Les mouvements sociaux des années 2000 ont conservé une capacité de mobilisation sociale et

¹⁰ Pour en savoir plus : <http://www.enlazandoalternativas.org/>

¹¹ Pour en savoir plus : <http://www.forosocialamericas.org/?lang=es>

politique significative avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements « amis ». Pour leur part, les réseaux restent actifs aux niveaux national, régional (mise en place progressive d'un Conseil des mouvements sociaux de l'ALBA¹²) et international (Forums sociaux, etc.).

Toutefois, des contradictions et des tensions apparaissent ces dernières années entre acteurs sociaux et politiques. Le cas des mouvements indigènes est à ce titre éclairant. Ces derniers sont aujourd'hui au cœur de vifs conflits avec les gouvernements en place, en Bolivie ou en Equateur notamment.

En Bolivie, le président Evo Morales vient de mettre fin, le 24 octobre, à une nouvelle confrontation avec des communautés indigènes amazoniennes. Ces dernières refusaient le développement d'un projet de route traversant le Parc national Isiboro Secure (Tipnis) dans le nord-est du pays. Ce conflit, marqué dans un premier temps par une forte répression de la part des autorités, a donné lieu à d'imposantes marches et

¹² Lire Douglas Estevam, « Vers la mise en place du Conseil des mouvements sociaux de l'ALBA » (<http://www.medelu.org/Vers-la-mise-en-place-du-Conseil>).

actions indigènes contre le gouvernement. Ce dernier a finalement renoncé au projet initial.

En Equateur, plusieurs secteurs et dirigeants indigènes se sont appuyés sur la tentative de coup d'Etat organisée contre Rafael Correa en septembre 2010 pour le contester.

Au cœur de la controverse qui oppose mouvements indigènes et gouvernements se trouve la question du modèle de développement.

Pour les défenseurs de la « *Pachamama* » ou du « *Buen Vivir* », la primauté des droits de la Terre-Mère, de la nature et des communautés indigènes n'est pas négociable. De leur point de vue, les autorités publiques trahissent leurs engagements en mettant en place des politiques qualifiées de « productivistes » et d'« extractivistes ». Les politiques de développement des infrastructures et d'exploitation des ressources minières et énergétiques pour le financement des politiques publiques des Etats, etc. sont ici directement visées.

Il faut noter que ces critiques ne sont plus seulement émises par les secteurs indigènes, mais également par de plus en plus d'organisations paysannes et de mouvements qui luttent contre les destructions écologiques.

Comment construire un intérêt général sur la base des revendications de secteurs divers qui constituent la base électorale des pouvoirs nouvellement en place ? Tel est l'un des défis imposés aux gouvernements latino-américains dans la nouvelle période.

D'autres difficultés se font jour après dix ans de processus. Elles concernent la question de la construction des relations entre mouvements sociaux et forces politiques qui soutiennent les gouvernements, et plus précisément les chefs d'Etat, au sein des processus en cours, notamment en Bolivie, en Equateur et au Venezuela. Et ce, alors que la droite se réorganise et est à l'offensive dans nombre de pays : coup d'Etat au Honduras en 2009, élection de Sebastián Piñera au Chili et de Juan Manuel Santos en Colombie en 2010, progression significative de la droite aux élections législatives vénézuéliennes en 2010, agitation en Equateur et en Bolivie en 2010-2011.

Dans chacun de ces pays, les configurations sont différentes. En Bolivie, Evo Morales a directement été porté au pouvoir par le MAS, une coalition de mouvements sociaux et de syndicats.

En Equateur, Rafael Correa a également pu compter sur un appui des mouvements sociaux, notamment de certains secteurs indigènes, dans sa phase de conquête du pouvoir d'Etat. Mais il a dû aussi subir une concurrence et une opposition régulière d'autres secteurs indigènes (au sein de la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur – CONAIE – et du mouvement *Pachakutik*) dont plusieurs dirigeants sont historiquement liés à l'ancien président Lucio Gutierrez.

Au Venezuela, c'est l'élection de Hugo Chávez qui a précédé l'impulsion d'un processus d'organisation des mouvements sociaux et la construction toujours en cours d'un parti de la Révolution bolivarienne, le Parti socialiste uni du Venezuela (*PSUV*).

Ces différences influent sur les dynamiques politiques et la gestion des contradictions internes. Elles imposent également une limite aux comparaisons que l'on peut faire entre ces différents processus.

Ainsi, la question de la relation entre les mouvements sociaux, les partis, les institutions et l'Etat se pose en des termes différents dans chaque expérience.

Mais elle s'impose à tous : comment relayer les mouvements sociaux et leurs revendications politiques, économiques et sociales dans la société et les institutions ? Comment, dans le même temps, leur assurer l'existence d'espaces avancés dans la prise de décision collective tout en garantissant leur autonomie ?

Cette nouvelle problématique agite aujourd'hui l'ensemble des processus de transformation politique et sociale en Amérique latine.